

Le baril, ses usages et mésusages

«Semer le pétrole au profit du développement», la formule est célèbre qui résume le rôle qui était assigné au secteur des hydrocarbures par les pères fondateurs du modèle algérien. Lui faisait écho, le climat d'adhésion populaire qui avait accueilli les nationalisations des hydrocarbures, il y a plus de quatre décennies.

La centralité du pétrole dans l'économie algérienne est, quant à elle, un phénomène qu'on peut qualifier d'hérité, puisqu'il s'est formé, déjà, dans les années qui ont immédiatement précédé l'indépendance. Dès 1962, la part de l'or noir dans le PIB avait grimpé à 48% contre 14% en 1959, tandis que le brut constituait 59% des exportations globales. En moyenne, 60% de l'investissement productif global réalisé durant la période 1959-1962 relevaient du secteur pétrolier. Dans le Plan de Constantine (1959-1963), le secteur des hydrocarbures s'était approprié le cinquième de l'investissement total et les industries manufacturières 12%, tandis que la part de l'énergie électrique était de 4,5%. Le premier plan quadriennal (1970-1973) va confirmer cette prépondérance des hydrocarbures et des industries manufacturières, avec respectivement 16% et 26,6% des investissements et 2,4% pour l'énergie électrique.

Pour mettre en relief le caractère vital et stratégique que cette richesse du sous-sol revêt désormais, le recours à la métaphore devient un passage obligé : «Les hydrocarbures sont la colonne vertébrale de l'économie algérienne, la denrée sur laquelle est assise sa souveraineté» et constituent «le cœur et le sang de l'économie», si bien que, contrôler le secteur hydrocarbures c'est contrôler «la circulation de son propre sang dans son cœur, ses propres facultés de respiration». Comme un non-dit, se profilait un objectif de mise en selle, à terme, d'un relais non pétrolier dans l'accumulation, véritable enjeu d'une croissance autoentretenu. Que restera demain à la place d'un gisement épuisé ou arrêté ? Combien d'usines auront poussé, combien de scientifiques et de techniciens nationaux auront pris la relève de la technique étrangère... ? Ces interrogations pressantes résument de manière éloquente l'ambition affichée dès le départ par les promoteurs du modèle. Même si on doit lui reconnaître des contours quelque peu idéalisés, l'image du baril, à la fois combustible du développement national et source d'une prospérité nationale partagée, n'est pas loin de la réalité qui prenait chair dans les réalisations industrielles, économiques, sociales et culturelles pendant les deux premières décennies de l'Algérie indépendante. Indéniablement. Le paysage énergétique et économique national en fournit, jusqu'à aujourd'hui encore, maintes preuves vivantes. Même le FMI ne peut que relever qu'«au cours des quelques 25 années qui ont suivi l'accession à l'indépendance en 1962, l'Algérie a fait des progrès notables sur le plan du développement de son capital humain et matériel et a considérablement renforcé et diversifié le secteur des hydrocarbures». Ainsi, dans un rapport d'évaluation de la transition à l'économie de marché publié en 1998, après avoir noté que «les inégalités de revenus et de sexe ont été atténuées au profit d'une plus grande cohésion sociale», le document du FMI reconnaît que «cette stratégie a été assez fructueuse» et en énumère les résultats les plus saillants «d'une part, le ratio investissement/PIB a été maintenu au niveau d'environ 45% jusqu'à la fin des années 1970 et l'économie a enregistré un taux de croissance annuelle moyen de plus de 6% en termes réels, contre 3% pour

les pays à revenus intermédiaires pris collectivement. La majorité des indicateurs sociaux étaient en forte hausse. En particulier le taux d'alphabétisation de l'Algérie est passé, du milieu des années 1960 au milieu des années 1980, de 25% à plus de 60%. Le taux de mortalité infantile a chuté de 150 pour 1000 à moins de 80 pour 1 000 pendant la même période». Les Algériens accèdent massivement aux bienfaits de l'éducation, de la santé publique, du progrès social et culturel. Depuis, entre usages et mésusages, cette image du baril s'est bien dégradée, force est de le constater. Sa physiologie actuelle porte l'empreinte des recompositions qui ont profondément affecté le statut de cette ressource épuisable et non renouvelable dans l'économie du pays. Le modèle s'est métamorphosé. Une lecture rétrospective de variables-clés tant énergétiques qu'économiques permet d'en prendre la mesure à la fois quantitative et qualitative. Les usages du baril se révèlent être, en effet, un marqueur pertinent et significatif de la nature de ces recompositions. Comment donc ont-ils évolué ? Deux axes d'évolution s'offrent à nous, dans cet ordre d'idées : celui qui nous renseigne sur les usages de la part exportée du baril ou plus exactement de ses recettes (environ 1 000 milliards de dollars depuis l'indépendance) et celui qui rend compte des usages de la part du baril qui est allée à la consommation interne.

En Algérie, le baril d'hydrocarbures produit est destiné dans des proportions respectives de 70% et de 30%, à l'exportation et à la consommation interne. Ce qui, en substance, correspond aux deux finalités essentielles assignées au secteur des hydrocarbures : source de financement du développement et source d'approvisionnement énergétique à long terme du marché national. Dans cet article, nous allons nous pencher sur le premier axe d'évolution.

LES MÉTAMORPHOSES DU BARIL-SOURCE DE FINANCEMENT DE L'ACCUMULATION PRODUCTIVE Un baril à l'exportation à rendement variable

On estime globalement que depuis l'indépendance, l'Algérie a produit 18 milliards de barils de pétrole brut (soit 2,3 milliards de tonnes), 8 milliards de barils de condensat et GPL (soit 750 millions de tonnes) et 2 700 milliards de mètres cubes de gaz naturel. D'une manière générale, on peut dire que, durant plus de quatre décennies, le secteur hydrocarbures a joué le rôle de «machine à fabriquer de l'argent» en fournissant, durant toute la période qui nous sépare du 1^{er} plan triennal 1967-1970, la quasi-totalité des recettes en devises de l'Etat, les deux-tiers en moyenne de ses recettes fiscales. Si on examine le rendement global des exportations de pétrole et de gaz, exprimé à prix courants, on constate au cours des années 1990 une érosion frappante comparativement aux années 1980. On exporte plus à des coûts plus élevés pour un revenu unitaire en baisse constante. Au cours des années 2000, ce rendement va connaître un net redressement

Revenu US \$/TEP exportée (en dollars courants)
Période 2000-2010, 1989-1999
19781988.
Revenu moyen US \$/TEP exportée
312, 116 165.

Baril-accumulation productive : des années de l'essor à la déconnexion

Selon l'orientation prédominante donnée à l'emploi de ces ressources, on pourrait distinguer dans cette période quadri-décen-

nale, en gros, une première phase où les hydrocarbures s'affirment comme la source de financement de l'accumulation productive, marquée par des années d'essor suivies de l'inflexion inaugurée par le bilan décennal publié par le Plan en 1980, à laquelle a succédé une seconde phase, celle du tournant des réformes de 1988 où les ressources hydrocarbures n'ont plus pour finalité le développement mais essentiellement d'honorer les échéances de plus en plus pressantes de la dette extérieure. A l'enjeu central du développement s'est substitué celui de l'ajustement structurel choisi ou subi. Une troisième phase, celle des années 2000, verra les ressources en hydrocarbures connaître une ère d'expansion sans précédent. Les recettes d'exportation d'hydrocarbures cumulées durant la période 2000-2008, soit 349 milliards de dollars représentent plus du triple de celles enregistrées pendant les années 1990-1999, soit 111 milliards de dollars. Ces ressources seront essentiellement consacrées aux investissements d'infrastructures (dont la composante devises dépasse 70%), à la sphère commerciale d'import-revente en l'état et au soutien de la demande via l'importation, qui mobilisent la quasi-totalité de l'enveloppe.

Les années de l'essor

La disponibilité croissante des revenus pétroliers (et gaziers) va servir à nourrir durant les plans 1967-1970, 1970-1974, 1974-1978 et 1980-1984, un effort sans précédent de développement national, accéléré et affranchi des contraintes de profit. De 1969 à 1978, les investissements publics, tous secteurs confondus, avaient été multipliés par 15 et le ratio investissement/PIB avait atteint, au terme de la décennie 1970, le taux de 45%. Selon certaines évaluations, ces investissements auraient représenté environ 10 années d'exportation du pays à raison d'une moyenne de 11 milliards de dollars par an. Les montants des investissements alloués au secteur de l'industrie (y compris les hydrocarbures) ont représenté une moyenne de 60% environ pour l'ensemble de la période allant du 1^{er} plan triennal (1967-1969) à 1979.

1980 : l'inflexion

Cet effort va connaître une première inflexion dès l'élaboration du plan 1980-1984. Décision est prise d'arrêter tous les investissements publics programmés dans la sphère productive, y compris ceux qui avaient pour objet de parachever les projets déjà réalisés. L'impératif de l'industrialisation qui dominait la stratégie de développement national est remis en cause. La part de l'industrie dans l'investissement tombe de 56% en 1980 à 24% en 1984, un recul relatif substantiel au profit des infrastructures dont la part passe de 30% en 1980 à 55% en 1984. Après avoir connu, en 1980, des pics inespérés, le prix du baril de pétrole brut chute de 40% environ en 1986, les recettes d'exportation des hydrocarbures baissent à 7,26 milliards de dollars contre 12,72 milliards de dollars en 1985, soit un recul de près de 43% en une année. La perte enregistrée est l'équivalent de 91% des recettes de 1978. Le service de la dette extérieure s'aggrave et engloutit en 1986 deux tiers des recettes d'exportation environ. «Le desserrement de la contrainte financière extérieure» est érigé au rang de priorité des priorités. Mais les recettes d'exportation des hydrocarbures vont recommencer à augmenter dès l'année suivante (+20%). En réalité, la «contrainte extérieure» devient un prétexte, une «argumenta-

Par Abdelatif Rebah

tion ad hoc» pour justifier la poursuite du changement de cap engagé dès le début des années 1980. Certes, en décembre 1986, la 4^e Conférence nationale de développement avait bien noté, dans sa résolution de politique industrielle, que «la révision fondamentale des objectifs et du programme industriels, parce que, du fait de la crise économique, nos paiements extérieurs ont été réduits, constituerait une erreur» et qu'«une telle stratégie ne pourrait aller que dans le sens de la stagnation et du renforcement des faiblesses actuelles de l'économie (dépendance et vulnérabilité vis-à-vis de l'extérieur)». Mais la cause essentielle qui prévaudra, en définitive, chez les décideurs, ce sont les «dérèglements internes» qui «mettent à nu la crise du modèle de gestion centralement administrée de l'économie» ou du «socialisme d'Etat» et conduisent à sa remise en cause. Le montant de l'investissement global va connaître une baisse drastique de 52% entre la période 1980-1984 et la période 1985-1989 (il s'agit de l'investissement moyen de chaque période en dinars constants). Entre le 1^{er} et le 2^e plan quinquennal, l'investissement industriel a chuté de 56,5%, la baisse dans le secteur des hydrocarbures est de 68% et dans l'industrie hors hydrocarbures de 46%. L'industrie n'est plus la priorité du développement économique et les investissements réalisés dans ce secteur, au cours de la décennie 1980, ne représentent plus que 24,5 % des investissements globaux dont 40 % environ pour les hydrocarbures.

Le tournant des années de l'ajustement structurel

A partir de 1987, l'Etat ne prend plus directement en charge les investissements productifs. Le gouvernement s'engage dans deux programmes d'ajustement appuyés par le FMI (1989 et 1991) dont la conditionnalité-reine est la libéralisation totale du commerce extérieur. Le fardeau de la dette s'aggravant, est signé en 1994 avec le FMI un accord de rééchelonnement. Les ressources hydrocarbures ne sont plus, désormais, le moyen d'éviter le rééchelonnement mais celui d'empêcher de tomber dans la spirale sans fin des rééchelonnements. Selon ses responsables, l'entreprise Sonatrach compte alors exporter durant la période 1995-1999 500 MTEP (millions de tonnes équivalents pétrole) soit, en cinq années, le tiers de ce qui a été exporté durant les 30 dernières années.

L'investissement dans le secteur des hydrocarbures génère, en principe, des richesses qui non seulement permettent de rembourser les dettes contractées pour les réaliser, mais aussi de financer le développement des autres secteurs de l'économie. Mais depuis la fin des années 1980, ce n'est plus la construction de la base productive du pays ni la mobilisation de son potentiel scientifique et technique qui en profitent. L'investissement industriel a été confronté à la nouvelle donne dominée par le calcul coûts/avantages monétaires. Cette grille à ses priorités : d'abord rétablir les équilibres financiers, ensuite investir. Rentablement. C'est l'immédiateté qui est privilégiée, c'est-à-dire l'horizon de profitabilité le plus proche. En résulte un découplage entre le rythme de croissance des secteurs de l'énergie (électricité, hydrocarbures) et le reste des secteurs industriels. Ce découplage est attesté par le foisonnement des courbes de l'indice de la production industrielle durant ces vingt dernières années (1990-2010).

C'est le grand écart. Tandis que l'indice des hydrocarbures enregistre un accroissement global de 40% environ et celui de l'énergie électrique de plus de 200%, l'indice de la production industrielle hors hydrocarbures a chuté du quart et celui des industries manufacturières de moitié.

Baril-accumulation productive : la déconnexion

La tendance lourde dans les usages du baril est illustrée par le déclin de l'investissement productif et l'explosion des importations de biens de consommation. Les revenus pétroliers nourrissent désormais le cycle importation-revente. Depuis l'entrée en rééchelonnement, en 1994, il est devenu beaucoup plus facile d'importer que d'investir, créer de la richesse et de l'emploi. Les marchés intérieurs de produits aussi importants que les produits alimentaires, le ciment, l'acier, les médicaments, la téléphonie ont été abandonnés indûment aux importateurs. Ceux-ci ont été les principaux bénéficiaires de la convertibilité commerciale du dinar enta-

mée en 1990 avec l'autorisation d'ouverture des comptes devises par des personnes physiques ou morales. Moyennant des placements obligataires, elle permet d'effectuer différents types de transactions avec l'étranger. A partir de 1991, tout détenteur de registre du commerce peut, sous réserve de domiciliation bancaire, procéder, sans autorisation préalable, à l'importation de tous types de produits de l'étranger. On importe tout : les produits alimentaires, le blé, la farine, la semoule, le café, la viande, des automobiles, des téléphones mobiles et des équipements... En 1996 déjà, on recensait 5 532 opérateurs dans l'importation parmi lesquels : 33 dans le lait en poudre, 90 dans les céréales, semoules, farines, 147 dans le café, 21 dans le sucre, 47 dans les huiles raffinées, 115 dans le médicament, 30 dans le ciment, 13 dans le rond à béton, 77 dans le bois, 49 dans les semences, 80 dans les produits phytosanitaires. Une dizaine d'importateurs contrôlent le marché de la quincaillerie et de la câblerie, dont le chiffre d'affaires est estimé à 7 milliards de dol-

lars, révèle le directeur général de l'Agence nationale de développement de l'investissement (ANDI). Alors qu'au début des années 1990, on importait à peu près 7 milliards de dollars de marchandises, surtout des marchandises pour l'équipement des entreprises, la facture des importations va atteindre en deux décennies 40 milliards de dollars. La part de la population occupée dans l'industrie a chuté de 20,1% en 1987 à 6% en 2011. En revanche, dans la même période, la population occupée dans le commerce passe de 8,4% à 16,6%. Fin 2012, on enregistrait en Algérie 1 585 284 commerçants soit 1 commerçant pour 24 habitants contre 1 commerçant pour 37 habitants en 1992 ! En vingt ans, leur nombre a été multiplié par 2,26 pendant que l'emploi industriel qui représentait en 1987 l'équivalent de plus d'une fois et demie l'emploi dans la branche du commerce n'en constituait plus que les huit dixièmes, environ, un quart de siècle après ⁽¹⁾. La part de l'investissement public dans le PIB qui était de 34% avant 1986 chute de moitié entre 1986 et 1997,

passant de 14,6% à 7,4%, alors que le poids des recettes d'exportation hydrocarbures dans le PIB avait, quant à lui, quasiment triplé durant la même période, se faisant de 7,5% à 21,8%. Entre 1990 et 2007, la part de l'industrie dans l'investissement public est tombée de 7% à 0%. Entre 2000 et 2010, l'investissement productif dans les services et l'industrie n'a pas dépassé 2% du PIB, maigre part qui est allée, en fait, dans la téléphonie et le matériel de travaux publics. Sur les 286 milliards de dollars du plan quinquennal 2010-2014, le 3^e programme d'investissements publics depuis 2001, seuls 9,3% vont au secteur industrie-énergie et 4,7% à l'agriculture. En définitive, la rupture de cohérence des choix stratégiques nationaux survenue au début des années 1980 a entraîné une décomposition de la relation hydrocarbures-développement et une rupture de sens quant à la place et au rôle du baril dans l'économie de notre pays dont témoigne le profil «improductif» et débridé de l'évolution de la structure de la consommation interne. **A. R.**

Bibliographie

Marc Ecrement, *Indépendance politique et libération économique*, OPU/PUG 1984, p.29
Idem ; Cf. également A. Benachenhou, *L'expérience algérienne de planification*, SNED, 1980, pp.3 et 4.
Algérie : stabilisation et transition à l'économie de marché, FMI, Washington, 1998, p.92.
Rapport FMI 1998
Cf. Nordine Aït Laoussine, *communication à la Convention nationale sur l'énergie organisée par le FFS, Alger le 1/1/2013*
Cf. Nordine Aït Laoussine, *communication à la Convention nationale sur l'énergie organisée par le FFS, Alger le 1/1/2013*
Synthèse du Bilan économique et social de la décennie 1967-1978, ministère de la Planification et de l'Aménagement du territoire (MPAT), mai 1980.
7 Les Cahiers de la réforme, cinq volumes, 800 pages.
De 1985 à 2005, l'Algérie a remboursé un montant cumulé de 118 milliards de dollars dont 34 milliards de dollars au titre des

seuls intérêts. Cf. *L'Expression* du 31/5/09
Source : ministère de l'Energie. Le ministre des Finances, A. Benachenhou, déclare même, à l'occasion de la présentation de la loi de finances 2005 : «Jamais l'Algérie n'a eu autant de possibilités pour son développement qu'aujourd'hui». Cf. *L'Authentique* du 24 septembre 2004.
Mahrez Hadjseyed, *Industrie algérienne, crise et ajustement*, L'Harmattan (p23).
Cf. Mohammed Liassine : *De l'indépendance aux années quatre-vingts : les stratégies de développement de l'Algérie*, in *problèmes économiques* n°2844 du 18 février 2004, pp.24 à 32. (Article extrait de *Les stratégies de développement de l'Algérie*, in *informations et commentaires* n°124, juillet-septembre 2003).
Source : Banque d'Algérie : principaux indicateurs économiques et financiers.
Ghazi Hidouci, alors ministre des Finances du gouvernement Hamrouche juge qu'«en 1986, c'est une bonne chose pour ce pays que le prix du pétrole ait alors baissé. La bureaucratie n'avait plus alors les moyens d'imposer ses vues, elle était dans

l'obligation d'accepter les réformes». *Intervention au Club de la presse de l'hebdomadaire Révolution Africaine* n°1369, semaine du 24 au 30 mai 1990.

Sous le titre «Genèse, crise et reconversion des espaces industriels en Méditerranée», un article paru sous la signature de A. F. Brunet, A. Clerval, C. Queva et G. Vergnaud dans la revue *Tiers Monde*, met en exergue le cas du développement industriel de l'Algérie en soulignant que «c'est le caractère devenu structurel de la dépendance financière et technique, vis-à-vis des Etats-Unis, du Japon ou encore des pays de l'Europe occidentale qui a joué pour interrompre (ce) développement».
Mahrez Hadjseyed, *Industrie algérienne, crise et ajustement*, L'Harmattan (p23)Source : DG des Douanes.
Mahrez Hadjseyed, *Industrie algérienne, crise et ajustement*, L'Harmattan (p23)
Source ONS.
Mahrez Hadjseyed, *Industrie algérienne, crise et ajustement*, L'Harmattan.
Cf. *El Watan économie* du 2/5/11.